

Royaume du Maroc



Ministère de l'Énergie, des Mines,  
de l'Eau et de l'Environnement  
Département de l'Énergie et des Mines

Direction de l'Observation et de la programmation

## **NOTE DE VEILLE DU SECTEUR ENERGETIQUE (Informations du 21 janvier 2010)**



### **EXPLORATION DES HYDROCARBURES**

**BP, Shell et Statoil lorgneraient un groupe de prospection en France**

(src : Reuters)

Trois géants pétroliers discutent d'un possible rachat du groupe américain Toreador Resources , qui cherche des gisements pétroliers en France, rapporte le New York Times sur le site du DealBook, blog économique du quotidien américain. BP ont signé un accord de confidentialité avec Toreador, et ont prévu d'en évaluer les possessions, ajoute le journal, qui cite des sources ayant connaissance du dossier.

La capitalisation en bourse de Toreador s'élève à 210 millions de dollars. Le groupe a le droit de poursuivre ses activités sur une superficie de 649.000 acres (262.600 hectares), avec une option soumise à autorisation spéciale sur 153.000 acres supplémentaires (61.900 hectares), dans le bassin parisien.

Toreador estime que le sous-sol rocheux de la région pourrait contenir 65 milliards de barils de réserves de pétrole. L'évolution des techniques de forage rend désormais possible l'exploitation pétrolière et gazière de sous-sols rocheux complexes, dont les schistes argileux, auparavant réputés inexploitable.

Toreador avait annoncé en novembre chercher de nouvelles possibilités stratégiques, dont une augmentation de capital et un éventuel partenariat pour l'exploitation des schistes du bassin parisien.

### **Technip : contrat Subsea en Afrique de l'Ouest**

(src : Technip)

**Technip annonce avoir remporté mercredi un contrat à prix forfaitaire auprès de Noble Energy EG pour le développement du champ Aseng, situé dans le Bloc "I" au large de la Guinée Equatoriale, par environ 1 000 mètres de profondeur d'eau.**

La part Technip du contrat comprend l'ingénierie, la fourniture des équipements, l'installation et le pré-démarrage d'un système de 30 kilomètres de conduites flexibles, avec six risers (1) ainsi que des flowlines (2) flexibles et des jumpers (3).

Le contrat comprend également l'installation du système sous-marin de production, incluant les collecteurs, les raccords flexibles et les ombilicaux (4). Ces derniers seront fabriqués par Duco, filiale à 100 % de Technip basée à Houston (Texas), dans le cadre d'un contrat séparé.

Le centre opérationnel de Technip à Paris (France) réalisera ce contrat. Les conduites flexibles seront fabriquées au Trait (France), dans une des usines du Groupe.

L'installation en mer devrait avoir lieu mi-2011 avec le Deep Pioneer, un des navires de construction en mer profonde de la flotte de Technip.

(1) Riser : conduite ou ensemble de conduites utilisées en tant que liaison fond-surface pour le transfert des hydrocarbures produits du fond marin vers l'unité de production en surface.

(2) Flowline : conduite reposant sur le fond marin, permettant le transport des fluides de production et d'injection. Elle peut mesurer de quelques mètres à plusieurs kilomètres.

(3) Jumper : conduite de courte longueur utilisée pour raccorder une conduite rigide à une structure sous-marine, ou pour connecter deux structures sous-marines proches l'une de l'autre.

(4) Ombilical : assemblage de canalisations hydrauliques, de câbles électriques et de fibres optiques. Ce type d'assemblage est utilisé pour le contrôle des installations sous-marines

## L'hiver a peu d'impact sur la demande de brut, estime l'Opep

(src : Reuters)

**Les stocks de brut restent à des niveaux suffisamment élevés pour répondre à toute hausse imprévue de la consommation hivernale de combustible, estime l'Organisation des pays exportateurs de pétrole dans un rapport qui révisé en baisse ses prévisions de la demande en 2010.**

Dans ce rapport mensuel paru mardi, l'Opep juge que la demande pour le brut produit par les 12 pays membres du cartel devrait ressortir en moyenne à 28,59 millions de barils par jour cette année, soit 20.000 de moins qu'elle ne le prévoyait lors de sa précédente estimation le mois dernier.

Le document confirme certains signes qui tendent à montrer que, bien que froid, l'hiver a eu un impact limité sur la demande. Selon le cartel pétrolier, la croissance de la demande mondiale devrait se limiter à 820.000 bpj, une prévision qu'il n'a pas modifiée.

"Les stocks restent à des niveaux suffisamment élevés pour répondre à une hausse brutale de la demande hivernale", indique le rapport.

Une fois de plus, l'Opep souligne que les quotas de production qu'elle a fixés ne sont pas respectés.

Les 11 membres du groupe liés par ces objectifs ont extrait 28,68 millions de barils par jour le mois dernier, soit une hausse de 68.000 bpj par rapport à novembre. A ce niveau, les objectifs de l'Opep ne sont respectés qu'à hauteur de 56%.

## Total réorganise sa logistique pétrolière en France

(src : Total)

**Le Groupe pétrolier Total a indiqué hier dans un communiqué qu'il allait réorganiser sa logistique pétrolière en France pour faire face à la baisse du marché des produits pétroliers.**

Pour ce faire, Total prévoit progressivement d'adapter son maillage logistique en France. Il va par conséquent confier les opérations de cinq dépôts\* à des sociétés logistiques spécialisées, cesser les activités du dépôt du Pontet (Vaucluse) et procéder à un investissement visant à doubler l'activité du dépôt pétrolier de Port-la-Nouvelle dans l'Aude.

Total tient à rassurer toutes les parties prenantes et indique qu'il demeure "*le premier opérateur de logistique pétrolière en France*" et "*restera naturellement présent dans toutes les régions de l'Hexagone*", à l'issue de cette adaptation.

Ce projet a été présenté au Comité Central d'Entreprise le 20 janvier 2010. Le Groupe précise que cette décision n'entraînera aucun licenciement, mais plutôt des reclassements internes.

## Iran-Azerbaïdjan: vers un accord gazier à long terme

(src : RIA Novosti)

**L'Iran et l'Azerbaïdjan statueront au cours des trois mois sur la conclusion d'un contrat gazier à long terme, a annoncé le journal iranien Tehran Times, en référence au directeur exécutif de la Société nationale iranienne d'exportation de gaz (NIGEC), Seyed Reza Kasaeizadeh.**

En vertu de ce marché, l'Iran pourrait recevoir jusqu'à 5 millions de mètres cubes de gaz azerbaïdjanais par jour, soit 1,8 milliard de mètres cubes par an, a-t-il expliqué.

Le gazoduc existant Gazi-Mahammad-Astara-Bin-Biand, de 1.474,5 km de longueur et d'une capacité annuelle de 10 milliards de mètres cubes permet actuellement d'acheminer à l'Iran près de 500 millions de mètres cubes de gaz par an.

L'Iran a besoin du gaz azerbaïdjanais pour couvrir les besoins de ses provinces nord. Un accord à court terme sur les fournitures de 1,2 million de mètres cubes de gaz azerbaïdjanais par jour entre janvier et avril 2010 a été signé la semaine dernière entre la Société nationale azerbaïdjanaise de pétrole et de gaz GNKAR et NIGEC.

## La Russie et Bahreïn exploiteront ensemble le champ iranien de Pars du Sud (gouvernement)

(src: RIA Novosti)

**La Russie et Bahreïn étudient un projet d'exploitation commune du champ gazier iranien de Pars du Sud, l'un des plus importants au monde, a annoncé mercredi le premier vice-premier ministre russe Victor Zoubkov, en visite à Manama.**

"Nous avons des relations étroites dans le secteur énergétique. Nous étudions un projet d'exploitation du champ gazier de Pars du Sud en Iran. Ce travail sera réalisé par trois acteurs - le groupe Gazprom (Russie), Bahreïn et l'Iran", a indiqué le vice-premier ministre, qui conduit la délégation russe au Salon aérospatial international de Bahreïn (BIAS 2010).

"Les prévisions sont très bonnes. Le projet de Pars du Sud peut rapporter des centaines de millions, voire des milliards de dollars", a ajouté M.Zoubkov.

Situé dans le Golfe, le champ gazier de Pars du Sud recèle des réserves d'environ 14.000 milliards de mètres cubes de gaz.

Mercredi, le vice-premier ministre russe a rencontré son homologue bahreïni Mohammed ben Mubarak al Khalifa.

Les deux hommes ont examiné les perspectives de la coopération spatiale russo-bahreïnie. "Nous discutons du lancement d'un satellite" de télécommunications, a annoncé M.Zoubkov.

Par ailleurs, les parties se sont penchées sur la coopération dans la production d'aluminium à Bahreïn, le dessalement de l'eau de mer, la création d'une banque et de fonds d'investissement conjoints.

## Zapatero donne sa vision de l'Europe énergétique

(src : LesEchos)

**Le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, a présenté mercredi au Parlement européen le programme de travail contenant les lignes d'action du gouvernement à la tête de l'UE pendant les six prochains mois.**

Il a présenté les domaines prioritaires de coordination afin d'obtenir une économie durable dans le cadre de la compétitivité et de la durabilité environnementale et sociale.

### **Concernant l'aspect énergétique, le nouveau président de l'UE a déclaré :**

"Au cours de ces dix dernières années ... notre dépendance énergétique a augmenté de neuf points: nous sommes passés de 44 à 53 % de dépendance énergétique pour l'ensemble de l'Union européenne. Ces neuf points supplémentaires se traduisent exactement par 67.000 millions d'euros. Vous savez ce que représente cette quantité ? Elle représente pratiquement la même quantité que celle que tous les pays de l'Union européenne consacrent à l'investissement public en R+D+i. **Il nous est nécessaire de changer notre dépendance énergétique et de la réduire, parce que sans cela notre faiblesse économique augmentera**".

"Que devons-nous faire dans le domaine énergétique ? Nous avons fait des progrès, mais pas ceux que nous souhaitons. Nous devons absolument créer un marché commun de l'énergie qui rendra toute l'Union ainsi que son économie plus fortes. Pour cela, il y a deux éléments clés : **interconnexions énergétiques** --les perspectives fixées en 2002 n'ont pas été atteintes -- **et un cadre régulateur commun qui consolide un marché commun de l'énergie**".

"Si nous arrivons à instaurer des interconnexions énergétiques dans le Sud, dans l'Est et dans le Nord de l'Europe; si nous accordons une grande priorité au fait de doter la Commission de pouvoirs, nous verrons alors comment notre dépendance énergétique se réduira et nous encouragerons le développement des énergies renouvelables qui, de part leur nature propre, requièrent une certaine versatilité au moment de la distribution de l'énergie".

"L'Europe ne parviendra pas à gagner le leadership de la compétitivité économique tant qu'elle n'affrontera pas résolument l'interconnexion énergétique dans tous ses domaines déterminants ainsi qu'un marché commun".

### **Concernant le volet industriel, et notamment le secteur automobile, José Zapatero a déclaré :**

"Le troisième domaine est l'économie ou l'industrie durable. Je ne vous citerai qu'un seul exemple qui nous semble prioritaire de développer dans le contexte de lutte contre le changement climatique : nous voulons mettre en oeuvre, aidé de la Commission, **un plan de développement du véhicule électrique**. L'industrie de l'automobile va subir une grande transformation, qu'elle a déjà en partie commencée".

"Dans ce domaine industriel, si nous misons de manière intégrée, en tant qu'européens, sur une vision conjointe, partagée et sur une stratégie commune de la voiture électrique, nous concourrons à réduire notre dépendance énergétique, nous contribuerons à la lutte contre le changement climatique ainsi qu'à l'innovation technologique qui sera apportée, sans nul doute, par le véhicule électrique et qui, en outre, sera directement liée à l'industrie des technologies de l'information et de la communication".

## ELECTRICITE

### Hausse des tarifs de l'électricité lors des pics de consommation : Borloo dément

(src : LesEchos)

**Pour le ministère de l'Ecologie, "pas question d'augmenter les tarifs de l'électricité" lors de pics de consommation.**

Alors que l'avant-projet de loi relatif la nouvelle organisation du marché de l'électricité vient d'être ouvert à la consultation avec les parties prenantes \_ parmi lesquelles les associations de consommateurs \_ le ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer, Jean-Louis Borloo, a tenu à démentir une information de l'AFP parue mercredi et faisant état d'une hausse des tarifs réglementés de l'électricité lorsque la consommation est forte.

Dans un communiqué publié mercredi soir, Jean-Louis Borloo assure: "*Il n'est pas question d'une quelconque augmentation des tarifs de l'électricité lors de pics de consommation (saison hivernale ou pas)*", souligne le ministère. Et d'ajouter que l'article 2 du texte "*propose de pérenniser (...) ce que les Français connaissent déjà, les tarifs heures creuses/heures pleines*". Ainsi, les consommateurs seront-ils "*assurés de pouvoir bénéficier, dans la durée et s'ils le souhaitent, de tarifs incitatifs pour limiter leur consommation*".

## SOLAIRE

### L'Allemagne réduit son aide à l'électricité solaire

(src : LesEchos)

**Berlin va imposer en avril une baisse de 15 % du prix d'achat de l'électricité solaire pour les panneaux installés sur les toits de particuliers, a annoncé hier le ministre allemand de l'Environnement, Norbert Röttgen. Une baisse aura également lieu au 1<sup>er</sup> juillet pour les panneaux en plein champ.**

Pour les installations qui occupent des terres cultivables, la réduction sera même de 25 % pour éviter que les cultures ne soient délaissées au profit de l'électricité. La loi prévoit d'ores et déjà que le prix d'achat de l'électricité solaire baisse progressivement au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année. Berlin a néanmoins décidé d'accélérer la cadence afin d'éviter une surchauffe du secteur. Le développement de l'énergie solaire a un coût élevé pour les consommateurs allemands, estimé à 10 milliards d'euros pour la seule année 2009.

## L'Iran touché par le virus des énergies renouvelables

(src : LesEchos)

**L'Iran prévoit de développer les énergies renouvelables au cours des cinq prochaines années afin de répondre en partie à la demande énergétique du pays, tout en espérant atteindre une puissance cumulée de 2.000 mégawatts (MW).**

Cette déclaration a été faite dimanche par le vice-ministre de l'énergie iranien à l'occasion d'une réunion préparatoire de l'Agence Internationale des Energies Renouvelables (IRENA). Ce dernier a également précisé que l'Iran avait déjà mis en service 8.500 MW de centrales hydroélectriques et installé 130 MW de turbines éoliennes.

*"Même si l'Iran demeure un pays exportateurs de pétrole (OPEP), nous sommes déterminés à participer aux efforts mondiaux visant à mettre en place des systèmes énergétiques durables" a t'il ajouté.*

Le secteur privé a déjà signé des contrats pour installer des éoliennes ainsi que des systèmes biomasses pour une capacité totale de 600 MW.

Le ministère iranien de l'énergie oeuvre actuellement pour porter la capacité éolienne à 500 MW, sans pour autant avancer de noms de société.

## L'Ecosse vise 31% d'énergie renouvelable d'ici à 2011

(src : LesEchos)

**Le Premier Ministre écossais Alex Salmond a déclaré au début du mois de janvier que l'Écosse a encore franchi une étape décisive avec l'annonce par le Crown Estate (Domaine de la Couronne britannique) de son projet de construction de fermes éoliennes offshore d'une capacité de presque 5 GW au large de la côte Est du pays.**

Le commissaire écossais du Crown Estate, Gareth Baird, a annoncé le nom des deux consortiums ayant remporté l'appel d'offres du "Round 3" pour le développement de fermes éoliennes au large de l'Écosse.

EDP Renováveis et SeaEnergy (EDP-SER) développeront conjointement la zone de Moray Firth, tandis que SeaGreen Wind Energy Ltd – propriété conjointe de SSE Renewables et Fluor – a obtenu un contrat d'exclusivité pour la zone Firth of Forth.

Les consortiums chargés du développement des deux zones écossaises visent une capacité de 4,8 GW, soit une quantité suffisante pour **alimenter plus de deux millions de foyers écossais.**

Cette production viendra s'ajouter à la capacité de 6,4 GW qui devrait être générée par les autres projets d'énergie éolienne offshore devant voir le jour dans les eaux territoriales écossaises.

Selon António Mexia, Président d'EDP Renováveis : *"L'énergie éolienne offshore est l'une des principales sources d'énergie renouvelable sur la planète et reste largement sous-exploitée. Le 'Round 3' britannique est le plus grand appel d'offres jamais entrepris pour les énergies renouvelables, et marque l'engagement irrévocable du*

Royaume-Uni envers une source d'énergie qui est non seulement propre, mais également viable du point de vue économique.

C'est donc avec un immense plaisir qu'EDP Renováveis, qui est l'un des premiers opérateurs d'énergie éolienne au monde, dirigera la construction de la ferme éolienne de Moray Firth avec son partenaire SeaEnergy.

Ce nouveau projet s'inscrit parfaitement dans la stratégie d'EDPR en renforçant sa diversification géographique et technologique dans un des pays les plus accueillants pour les entreprises, où les risques sont minimes."

L'Écosse est déjà en passe de dépasser son objectif, qui consiste à **satisfaire 31% de la demande en électricité à partir d'énergies renouvelables d'ici à 2011**, et l'énergie éolienne offshore contribuera fortement à l'accomplissement de l'objectif de 50% fixé pour 2020.

## ENVIRONNEMENT

### Climat : les négociations internationales tardent à redémarrer

(src :LesEchos)

**Un mois après la conférence de Copenhague qui s'est terminée par l'incapacité des pays à se mettre d'accord sur un texte, Yvo de Boer, le secrétaire général de la convention des Nations unies sur le climat, a sonné, hier, le rappel. « J'ai demandé à chacun des pays de nous indiquer, d'ici au 31 janvier, s'ils souhaitent souscrire à l'accord de Copenhague. Les pays industrialisés doivent nous indiquer leurs engagements en matière de réduction d'émissions de CO2 et les pays en développement doivent présenter leurs plans d'action. Ils peuvent répondre à ces questions à la date demandée, ou plus tard. C'est une date limite souple, a estimé Yvo de Boer avant d'ajouter : Je ne crois pas que tout le monde va la respecter. Nous nous attacherons par la suite à publier régulièrement les documents envoyés par chacun. »**

Formellement, l'assemblée plénière de Copenhague a simplement « pris note » de l'accord rédigé par 28 pays. Et la bronca de nombre de dirigeants sur la manière dont ont été menées les négociations laisse planer le doute sur la manière de mettre en place les financements promis, soit 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020. Pour Yvo de Boer, en théorie, les Etats pourraient créer un processus parallèle à celui existant des Nations unies. Mais cela ferait perdre un temps considérable de créer de nouveaux instruments financiers qui existent déjà, comme le Fonds d'adaptation où le Fonds pour les pays les moins développés. « Nous savons que l'Europe a déjà budgété l'argent promis », a-t-il ajouté.

### **La bagarre s'annonce difficile**

Dans les mois qui viennent, la bagarre s'annonce difficile pour le contrôle de ces fonds. A Paris, on sonne la mobilisation pour permettre l'utilisation rapide de l'argent sur des projets concrets dans les pays les plus pauvres. Le 24 janvier, les ministres de l'Environnement brésilien, indien, chinois et sud-africain doivent se retrouver à New Delhi pour coordonner leurs positions. Ils représentent 41 % de la population mondiale et 30 % des émissions de CO2, et ont été un acteur majeur des négociations de Copenhague, au même titre que l'Europe et les Etats-Unis. Dans

son discours le président brésilien s'était même déclaré prêt à participer au financement de l'aide aux plus pauvres. Officiellement la prochaine réunion aura lieu à Bonn, siège de la convention climat, du 31 mai au 11 juin prochain.